



POUVOIR D'ACHAT - RESTRUCTURATIONS CONDITIONS DE TRAVAIL JEUDI 24 JANVIER LA NECESSITE DE L'ACTION!!!!

Malgré la très forte mobilisation du 20 novembre, les réponses du Ministre du Budget, des comptes Publics et de la Fonction Publique les 17 décembre et 14 janvier derniers sont une véritable provocation.

POUVOIR D'ACHAT (+206% pour tous?!?)

Logement, produits de première nécessité, carburant... : tout augmente sauf nos rémunérations. **La perte de pouvoir d'achat depuis 2000 se chiffre à 6,5 % soit près de 100 € par mois en moyenne.** Pour toute réponse et sur la base de statistiques faussées, le gouvernement envisage des mesures ciblées mais se refuse à entrer dans une démarche de revalorisation générale des traitements en prônant l'individualisation des rémunérations dans le seul but de casser la grille des salaires. Rien sur le point d'indice et sur un éventuel rattrapage, mais une réelle remise en cause de la RTT.

En clair : si les fonctionnaires veulent gagner plus, ils n'ont qu'à racheter leurs jours de congés.

EMPLOI PUBLIC

Le budget 2008 prévoit la suppression de 23 000 emplois uniquement pour la Fonction publique d'Etat. Au Trésor ce sont 970 emplois qui sont supprimés : **24 dans notre département qui viennent s'ajouter aux 80 depuis l'instauration de l'ORE.** Le Président de la République dans son récent show télévisé annonce déjà la couleur : 35 000 suppressions en 2009 afin d'atteindre les 150 000 en fin de mandature. Les conséquences de ces suppressions d'emplois, on les connaît : dégradation des conditions de travail des personnels et dynamitage des services publics de proximité. **10 Trésoreries mixtes dans le département sont menacées de spécialisation du fait de la fusion (Bagneux, Clamart, Châtillon, Vanves, Villeneuve, Gennevilliers, Saint Cloud, Issy, Malakoff et Montrouge) et donc de fermetures pour certaines d'entre elles. A cela, s'ajoutent les fermetures déjà programmées de Bois-Colombes, La Garenne-Colombes et Châtenay-Malabry cette année. De plus, qu'advient-il de la Recette des Finances dès lors que la Direction Locale sera unifiée?**

STATUT

Le discours présidentiel du 19 septembre avait déjà donné le ton, le Conseil de Modernisation des Politiques Publiques du 12 décembre n'a fait que le confirmer. Au menu gouvernemental : **individualisation de la rémunération, fin de la logique de carrière, suppressions d'emplois massives, recrutements par contrats de droit privé, pécule de départ....**

En clair : un enterrement de 1ère classe pour le statut général de la FONCTION PUBLIQUE.

RETRAITES

Après s'être attaqué aux régimes spéciaux, le gouvernement annonce la 3ème réforme des retraites visant à un nouvel allongement de la durée de cotisation synonyme de baisse généralisée des pensions.

Cette politique de casse sociale est INACCEPTABLE.

**TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 24 JANVIER
ET A LA MANIFESTATION A PARIS à 14 heures
BASTILLE - SAINT AUGUSTIN (par REPUBLIQUE)**

**Pour la revalorisation des traitements et des régimes indemnitaires,
Pour l'arrêt des suppressions d'emplois,
Pour le maintien et le développement des statuts**



24 JANVIER



Communiqué des organisations syndicales de la Fonction publique

La forte mobilisation du 20 novembre 2007 a contraint le gouvernement à ouvrir une négociation salariale le lundi 17 décembre 2007.

Or, les propositions qui ont été faites par le ministre chargé de la fonction publique ne sont pas acceptables tant sur la forme que sur le fond.

En effet, le gouvernement refuse d'accorder une mesure générale de revalorisation du point d'indice, seule à même d'assurer un réel maintien du pouvoir d'achat pour l'ensemble des agents de la fonction publique. Au contraire, il persiste à faire entrer dans le maintien du pouvoir d'achat des mesures individuelles de promotion (glissement vieillesse technicité), ce qui revient à nier le principe même de déroulement de carrière.

Ces pseudo négociations ne peuvent donc nous convenir car elles portent atteinte de façon frontale aux principes même de la négociation collective des salaires dans la fonction publique pour les remplacer par une individualisation des rémunérations.

Les mesures de gestion des ressources humaines annoncées dans le cadre de la réforme des politiques publiques heurtent également de façon frontale les fondamentaux du statut général de la fonction publique et vont contribuer à amplifier les suppressions d'emplois.

Pour l'ensemble de ces raisons, les organisations syndicales refusent de participer cette semaine à la conférence et à la réunion organisées par le ministère de la fonction publique.

Elles appellent sur leur plateforme commune à l'action le 24 janvier 2008 par la grève et les manifestations pour exiger l'ouverture de réelles négociations sur la valeur du point d'indice et la refonte globale des grilles indiciaires, afin de permettre le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.



Se syndiquer plus, pour gagner plus !

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

Déclare adhérer au Syndicat National du Trésor

Signature :

A remettre à un syndiqué CGT ou à Carole LAFON case CGT de la TG

La pression ça suffit !



**REJOIGNEZ
LA CGT Trésor !**